



Reconstruire à gauche

Résumé de la contribution générale présentée en vue du Congrès de Reims par Laurent Fabius et de nombreux signataires membres des instances nationales, responsables fédéraux, élus et militants du Parti socialiste.

Le Congrès de Reims ne doit pas être un Congrès parmi d'autres ni comme les autres. **Pour nous, il n'est pas un rendez-vous rituel, mais un temps fort dans un contexte d'urgence politique et sociale. Par ses analyses et ses propositions, il doit être utile aux Français.** Il va se dérouler dans un contexte de crises à répétition : crise alimentaire, crise climatique, crise énergétique, crise financière, crise démocratique. Notre objectif est de proposer aux Français des réponses, un projet d'ensemble face à cette urgence.

Trois traits massifs et un constat donnent la mesure de la nouvelle donne mondiale. 1) A rythme constant, la Chine deviendra, avant trente ans, la première puissance économique du monde. 2) D'ici quelque temps, le baril de pétrole pourrait atteindre 200 dollars et le litre à la pompe deux euros. Après des siècles de ressources naturelles abondantes, nous entrons dans l'ère de la rareté et de la cherté : pétrole, eau potable, matières premières. 3) Si la tendance actuelle se confirme, l'euro pourrait valoir jusqu'à deux dollars à moyenne échéance. Cela donne la mesure des défis à relever pour la gauche.

L'Occident n'est plus le centre du monde. Il doit accepter de ne plus être qu'un pôle parmi d'autres dans la mondialisation et contribuer à reconstruire un modèle de solidarité internationale en refusant fermement la théorie du « choc des civilisations ».

Le libéralisme économique, loin d'être une solution, aggrave les crises. Jamais dans son histoire l'humanité n'a produit autant de richesse, et pourtant jamais les inégalités n'ont été aussi grandes entre les continents et au sein des sociétés. Le capitalisme financier, tout à son objectif de rentabilité maximale à court terme, gonfle les gains du capital et accroît les risques sur les salariés. Les entreprises sont poussées à délocaliser et la compétition entre les Etats est exacerbée. L'obsession du profit à court terme casse en morceaux la société.

La gauche n'a pas pris suffisamment la mesure de cette nouvelle donne et de l'échec du libéralisme. La social-démocratie traditionnelle est en difficulté. Alors qu'elle a tant apporté dans le passé, elle n'a pas su repenser les compromis historiques qui la fondent, et d'abord celui qui régit les rapports du capital et du travail. Face à une droite qui a renouvelé son discours, certains dirigeants sociaux-démocrates ou socialistes ont été fascinés à contretemps par le modèle adverse, quand ils ne lui ont pas fait allégeance. Comme si la société précaire était une fatalité, la stagnation des salaires une donnée inévitable, le triomphe des recettes libérales (déréglementation, privatisation, marchandisation) une évidence. Comme s'il fallait, pour gagner les élections dans un environnement de droite, emprunter à celle-ci ses analyses, ses solutions et son vocabulaire. Pour gagner, la gauche doit commencer par être fière de ses valeurs.

Oui, le besoin de gauche est réel ! Mais les Français attendent une gauche décomplexée, qui propose une offre politique alternative dans la mondialisation, une gauche innovante dans ses propositions, claire dans ses alliances. Une gauche qui retisse le lien entre l'indignation et l'action, la réforme et la révolte. C'est **ce socialisme solide, crédible, audible** que, reconSTRUCTEURS, nous appelons de nos vœux depuis longtemps et qu'avec d'autres, nous voulons bâtir. Il faut reconstruire le Parti socialiste pour reconstruire la gauche. Le Congrès de Reims est une étape majeure sur ce chemin.

Nous proposons six lignes directrices d'un grand projet pour le socialisme du 21^{ème} siècle. Avec un préalable : **dégager des marges de manœuvre pour agir et réduire l'endettement du pays.** Nous devons donc revenir sur le paquet fiscal ; les niches fiscales seront remises à plat et plafonnées, ainsi que les exonérations de charges sociales dont bénéficient les entreprises sans engagement fort en termes de créations d'emploi.

1. Le socialisme de la production par l'innovation économique et la régulation européenne. Il s'agit de faire monter en gamme l'ensemble de notre appareil productif et d'être à l'avant-garde technologique, notamment en augmentant de 10 % chaque année le budget de la recherche, en instaurant une « small business administration » à la française pour muscler et soutenir nos PME à l'international, en créant un Fonds Souverain France afin de maintenir sur notre territoire les industries stratégiques. Au plan européen, nous proposons la mise en œuvre d'une Coopération européenne pour la recherche et l'innovation (CERI), l'indispensable harmonisation fiscale et sociale au sein de l'Union européenne, la réorientation de la politique monétaire dans un sens plus favorable à la croissance et à l'emploi, le lancement de grands emprunts afin de financer de nouvelles infrastructures pour les transports ou l'énergie, une protection commerciale ciblée pour rééquilibrer les conditions de concurrence entre pays émergents et européens.

2. Le socialisme de la redistribution par une meilleure répartition des richesses. Contrairement à la droite, nous pensons que la réponse de base à la baisse du pouvoir d'achat passe par une amélioration des salaires. Comment ? Par la modulation des exonérations de cotisations sociales en fonction de la politique salariale des entreprises, par l'augmentation régulière du SMIC, par une allocation énergie pour les ménages modestes et les classes moyennes les plus touchées financée par un prélèvement sur les superprofits des entreprises pétrolières. Plus largement, nous voulons rééquilibrer les rapports entre le capital et le travail, par exemple en modulant le taux d'impôt sur les sociétés en fonction du réinvestissement des profits ; en instaurant une vraie gouvernance partenariale d'entreprise ; en limitant l'usage des stock-options aux petites et jeunes entreprises ; en fiscalisant et en limitant à deux ans de salaires les « golden parachutes » des dirigeants.

3. Le socialisme de la protection par la solidarité. Nous refusons la politique du chacun pour soi menée par N. Sarkozy et la droite (retraites par capitalisation, mise en cause du droit du travail, développement des assurances privées, recul des services publics) et nous voulons prendre à bras le corps le défi de l'allongement de la durée de la vie. Le dossier des retraites sera rouvert : tous les revenus (y compris ceux du capital) seront soumis à contribution, le Fonds de réserve pour les retraites sera remis à niveau après son assèchement par la droite. Une adaptation de la durée de cotisation ne sera envisagée que modulée en fonction de la pénibilité des métiers et son rythme dépendra du taux d'emploi des seniors. Le taux de remplacement sera maintenu et les petites pensions améliorées. Nous voulons garantir davantage l'accès au travail des jeunes, des femmes et des seniors pour lesquels le cumul d'une retraite et d'un emploi sera autorisé et des formules de retraite à la carte proposées. Nous proposons une réforme des cotisations patronales afin de les asseoir non sur le seul facteur travail, mais sur l'ensemble de la valeur ajoutée des entreprises. Les franchises médicales seront supprimées. En matière de logement, nous souhaitons que l'Etat se

substitue aux communes défaillantes pour remplir l'objectif de 120 000 logements sociaux par an. La police de proximité sera réinstaurée afin d'assurer la tranquillité publique.

4. Le socialisme de la préservation écologique par la prise en compte de l'urgence environnementale. Nous nous réjouissons que la nouvelle déclaration de principes du PS ait repris à notre sensibilité la notion d'« économie sociale et écologique » de marché. Encore faut-il en tirer toutes les conséquences concrètes ! Pour économiser massivement l'énergie, nous proposons, par exemple, un vaste plan habitat pour l'isolation des logements et des bâtiments, de nouvelles infrastructures de transports propres, le développement des énergies. Nous plaçons pour des clauses environnementales dans les marchés publics et la mise en œuvre d'une fiscalité écologique, mêlant dispositions incitatives (type bonus-malus) et mesures dissuasives, instaurant une contribution énergie-climat fixant un prix au carbone. A l'échelle européenne, nous proposons la création d'une Coopération européenne de l'énergie : c'est collectivement que nous pouvons peser pour sécuriser nos approvisionnements et investir dans l'énergie de demain. Nous nous engageons à réexaminer la loi OGM de mai 2008 qui rend possible la dissémination des OGM en plein champ. La portée de nos efforts en matière d'écologie restera faible à l'échelle de la planète si progressivement tous les pays ne s'engagent pas sur la même voie. C'est pourquoi nous proposons la mise en place d'écluses écologiques, taxes énergétiques compatibles avec les règles de l'OMC : les produits propres, c'est-à-dire ceux dont la production répond à des normes environnementales précises, en seront exemptés ; les autres seront concernés.

5. Le socialisme de l'émancipation par l'égalité républicaine, la laïcité et l'éducation. Pour nous, tout commence par l'égalité républicaine et tout y revient. L'école publique et le triptyque laïcité-mixité-gratuité sont le socle du projet socialiste tel que nous le concevons. Concrètement, nous proposons de renforcer l'encadrement des élèves et des étudiants, de fixer l'objectif que 5 à 10 % des lycéens atteignent les filières d'excellence, d'en finir avec le cloisonnement étanche entre les classes préparatoires et les grandes écoles d'un côté, et l'université de l'autre côté. L'enseignement technique et professionnel doit être reconsidéré dans l'orientation comme dans les budgets. La fonction enseignante doit être revalorisée. La violence et le racket doivent être mis hors la loi dans les enceintes scolaires. L'émancipation, c'est aussi l'extension des droits des femmes et la reconnaissance des droits des homosexuels. La lutte contre les discriminations à l'embauche, au logement, aux loisirs doit être intensifiée avec l'extension des pouvoirs de sanction de la HALDE. Le droit de vote des étrangers installés durablement en France aux élections locales doit être – enfin – accordé. L'égalité républicaine suppose aussi de restaurer la confiance entre l'Etat et le « local », ainsi qu'entre le pouvoir central et l'Outre Mer. C'est le sens de notre volonté d'organiser, au lendemain du Congrès, des « Etats généraux des collectivités locales » où nous rendrons public un audit des transferts de charges non compensées, définirons pour l'avenir les devoirs de l'Etat envers les collectivités territoriales, mettrons en commun l'exemplarité des gestions innovantes de la gauche et proposerons une refonte de la fiscalité locale. A l'opposé de la monocratie sarkozyste, la vie démocratique sera stimulée, son fonctionnement pluraliste et parlementaire encouragé.

6. Le socialisme de la construction européenne et de la coopération internationale. Socialistes, nous sommes euro-volontaires et internationalistes. Pour nous, l'Europe relancée et réorientée constitue le vrai levier pour gouverner et humaniser la mondialisation. C'est d'ailleurs ce que disent la plupart des peuples quand ils sont consultés : nous voulons l'Europe, mais une autre Europe qu'une zone de libre échange sans convergence sociale et fiscale ni frontières claires. Dans cet esprit nous proposons, entre autres mesures, une « clause de sauvegarde sociale » qui interdise qu'une directive européenne puisse avoir pour conséquence un recul social dans un pays ; la soumission des politiques économiques, monétaires et commerciales de l'Union au service de

la croissance et de la puissance européenne ; une politique étrangère commune qui ne consiste pas à s'aligner sur les positions américaines ou atlantistes ; une vraie coopération militaire dont une étape majeure pourrait être l'objectif d'une armée franco-allemande ; une Europe ambitieuse et différenciée avec un premier cercle de pays qui veulent avancer plus vite ensemble. Le temps n'est plus à s'interroger sur la nécessité d'une réorientation politique et sociale de l'Europe, le temps est venu de l'inscrire dans les faits. Les structures de gouvernance mondiale sont en retard sur la réalité du monde. A la place du G8, le temps est venu de mettre en place un G20 qui permettra d'associer les principaux acteurs dans la mondialisation. Nous militerons pour un « agenda social mondial » plaçant l'épanouissement humain et le progrès social au centre des objectifs des organisations internationales. Nous agirons pour que, dans le cadre des négociations commerciales, notamment à l'OMC, la défense de la santé, des droits des travailleurs, de l'environnement, de l'identité culturelle et de la diversité linguistique, prime sur les seules exigences du « libre » commerce. Nous proposerons la création d'une Agence mondiale de l'environnement chargée de coordonner les négociations en vue de nouveaux accords globaux et d'un Conseil de sécurité économique et social, dans le cadre de l'ONU. Pour l'Afrique en particulier, nous viserons l'objectif de 0.7 % du PIB consacré à l'aide au développement et nous encouragerons puissamment le microcrédit.

Pour relever ces défis et reconstruire à gauche, nous avons besoin d'un Parti socialiste fier, offensif et ouvert. Nous entrons dans le Congrès avec des idées simples et fortes : nous souhaitons un Congrès de débat, pas de pugilat ; nous disons « nous » plutôt que « je » ; nous ne confondons pas 2008 et 2012. Nous voulons que le PS tire les leçons de l'expérience et nous proposons aux militants de se prémunir contre deux dangers : la présidentialisation, qui fait primer les personnes sur les idées, et la « peopolisation », qui fait passer systématiquement l'émotion avant la réflexion. Le triptyque « sondages, image, naufrage » a coûté assez cher au PS ces dernières années, arrêtons les frais ! Nous croyons au débat collectif dans nos instances (Conseil national, Bureau national, fédérations) et souhaitons que la règle de la proportionnelle régisse notre vie commune. Nous pensons que pour gagner, il faut d'abord travailler et donc réfléchir : le PS devra organiser en 2009 et 2010 une série de conventions nationales sur les grands enjeux et, par la suite, notre parti devra tenir au moins une grande convention thématique par an. Nous voulons une opposition socialiste plus offensive : ce qui nous différencie de l'UMP, ce n'est pas seulement le style, la méthode ou le calendrier, c'est le contenu des réformes.

Enfin, **nous proposons une stratégie d'alliances claire et gagnante** : c'est parce que nous portons les aspirations des couches populaires, des classes moyennes, des jeunes, des retraités, des exclus, des créateurs, que nous refusons une participation à des coalitions avec la droite ou à des alliances avec un centre droit qui affiche un discours « ni gauche ni droite ». Nous réaffirmons avec force que le rassemblement de la gauche qui aspire à gouverner pour transformer la société constitue le choix gagnant – double rempart au sarkozysme et à l'ultragauche. Bien sûr, ce rassemblement de la gauche n'exclut pas de nous ouvrir à d'autres démocrates qui souhaiteraient une autre politique, donc une autre majorité pour le pays. Mais tout élargissement de ce rassemblement suppose l'adhésion à l'union des forces de gauche, une opposition résolue à la politique Sarkozy-Fillon, ainsi qu'une réelle convergence avec le projet socialiste. C'est sur cette base que le PS deviendra **le grand parti de toute la gauche** que nos électeurs, nos sympathisants et nos militants appellent de leurs vœux.

Pour consulter la version intégrale de la contribution, la signer en ligne, l'enrichir par vos observations et soutenir notre démarche, rendez-vous sur : www.reconstruirelagauche.fr